

Des expulsions en augmentation
dans toute la France :

472 personnes

sont expulsées tous les jours
depuis novembre 2020 !

OBSERVATOIRE
DES EXPULSIONS
de lieux de vie informels

Paris, le 16 novembre 2021

A la veille d'une nouvelle élection présidentielle, et alors que le mandat se terminant devait permettre de « loger tout le monde dignement », **des milliers de personnes en France sont encore contraintes de vivre dans des habitats de fortune** : des bidonvilles, des squats, des tentes... Chaque année, de nombreuses expulsions viennent les précariser davantage.

Dans son nouveau rapport annuel, l'[Observatoire inter-associatif des expulsions collectives de lieux de vie informels](#) a recensé **1330 expulsions du 1er novembre 2020 au 31 octobre 2021**, en France métropolitaine. **Cette année est donc marquée par une augmentation significative de ce phénomène sur l'ensemble du territoire national.** Les multiples périodes de confinement, de couvre-feu, ou encore le déploiement de la campagne vaccinale des personnes en situation de grande précarité n'ont pas enrayé ces pratiques !

Ce sont, en moyenne 472 hommes, femmes et enfants qui sont expulsés chaque jour et de manière répétée pour un certain nombre d'entre eux. Dans 91% des expulsions, la majorité des personnes n'a reçu aucune proposition de logement, ni même d'hébergement, **entraînant un retour à la rue, à l'errance, une rupture dans la scolarisation des enfants, des suivis médicaux et sociaux, et souvent, la réinstallation sur d'autres lieux de vie, bidonvilles, squats ou autres.**

Dans les villes du Calais et de Grande-Synthe, une **véritable stratégie de harcèlement** des personnes vivant dans les lieux de vie informels est mise en place. Ces villes représentent à elles-seules **77% des expulsions signalées pour l'ensemble du territoire métropolitain.** Dans une moindre mesure, d'autres territoires, comme la Gironde et l'Île-de-France sont également concernés par une forte politique d'expulsion, cette année, preuve que l'[instruction du 25 janvier 2018](#), est peu respectée aujourd'hui.

Les associations de l'Observatoire demandent à nouveau que des solutions de logement dignes et pérennes soient proposées à chaque habitant-e, quels que soient son origine, sa situation administrative, ses projets et ses besoins. Face au rythme inquiétant des expulsions de cette année, il est vital que les pouvoirs publics se saisissent véritablement de cette question, pour enrayer réellement, au-delà d'une volonté affichée, l'une des manifestations les plus dures de la crise du mal-logement.

À propos de l'Observatoire inter-associatif des expulsions collectives :

Cet Observatoire recense les expulsions de lieux de vie informels en France métropolitaine. Il est composé de plusieurs associations : la Fondation Abbé Pierre, Médecins du Monde, la Ligue des Droits de l'Homme, le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope, la Plateforme des Soutiens aux Migrant.e.s, Human Rights Observers (projet porté par l'Auberge des Migrants), la Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du Voyage et l'Association Nationale des Gens du Voyage Cityens.

CONTACTS PRESSE :

Médecins du Monde : Margaux Lesage margaux.lesage@medecinsdumonde.net - 06 09 17 35 59

Fondation Abbé Pierre : Solène Dalban-Pilon media@fondation-abbe-pierre.fr - 06 23 25 93 79

